

Sonia Le Gouriellec

chargée d'études Afrique à l'IRSEM



Afrique : Défense et politique étrangère

JANVIER-FEVRIER 2015 – n°5

Les notes de veille « Afrique » de l'IRSEM proposent une sélection des analyses de chercheurs sur l'actualité africaine du mois écoulé en matière de défense et de politique étrangère.

Sommaire

Transitions politiques	1
Violence, conflits et terrorisme.....	3

Les analyses des mois de janvier et février sont largement consacrées au débat qui anime la communauté scientifique quant aux effets des tentatives de coup d'État sur les régimes et la limitation des mandats présidentiels sur le continent. Elles reviennent également sur les causes et l'impact de plusieurs conflits : Nigeria, Côte d'Ivoire, Soudan du Sud et Somalie.

Transitions politiques

Tentatives de coups d'État et démocratisation

Les coups d'État ou les tentatives de coup d'État sont-ils « bénéfiques » ? Cette question a animé les débats scientifiques ces derniers mois. Par définition, les coups d'État sont des renversements de pouvoir non constitutionnels et non démocratiques. Pour autant, peuvent-ils favoriser des réformes libérales ou une transition démocratique ? En 2014, dans [Foreign Policy Analysis, Jonathan M. Powell et Clayton Thyne](#) suggéraient que **les tentatives de coups d'État pouvaient inciter les dirigeants des régimes autoritaires à ouvrir leur régime**. Selon ces chercheurs 17% de tous les coups d'États (et tentatives), de 1950 à 2010, se sont déroulés dans des États démocratiques. Dans la majorité des cas, le contexte est donc autoritaire et les renversements de pouvoir, ou les tentatives, favoriseraient une transition démocratique. Néanmoins, à la suite de la tentative de coups d'État contre le régime de Yahya Jammeh, en Gambie, le 30 décembre 2014, [Jeffrey Smith et Alexander Noyes](#) ont démontré que la politique autoritaire du régime n'a pas évoluée. D'autant que le régime aurait connu au moins huit tentatives de coups d'État en vingt ans, toujours suivies de purges au sein des forces de sécurité et de l'armée, d'arrestations, ainsi que d'exécutions. En [réponse, Jonathan M. Powell](#) a rappelé que [sa modélisation, tirée de l'analyse de 170 cas](#), montre que les transitions démocratiques sont deux fois plus probables quand un coup d'État est un succès. De plus, la définition du coup d'État crée des

confusions. L'évènement qui s'est déroulé en Gambie fin décembre ne peut pas être qualifié de tentative de coup d'État. Edward Luttwak propose la définition suivante du **coup d'État** : « **une infiltration de segments étroits mais fondamentaux de l'appareil d'État** ». Or, en Gambie, le coup d'État a été fomenté par d'anciens gardes présidentiels et militaires, pour certains expatriés. **Dans son article/réponse Jonathan M. Powell propose ensuite un stimulant agenda pour la recherche sur les coups d'État.**

Limitation des mandats présidentiels

Existe-t-il un réel effort pour limiter les mandats présidentiels sur le continent africain [s'interroge Rachel Beatty Riedl \(Northwestern University\)](#) ? Après la tentative manquée de Blaise Compaoré au Burkina Faso pour prolonger son pouvoir, puis les tentatives de Joseph Kabila en RDC, c'est le nigérian Goodluck Jonathan qui vient de décaler la date des échéances électorales. En Afrique subsaharienne 34 constitutions mentionnant des limitations de mandats ont été adoptées depuis le début des années 1990. 20% ont été respectées.

Erythrée

Le [Norwegian Peacebuilding Resource Center](#) propose **une analyse des dissensions au sein des partis d'opposition érythréens et des organisations civiles en exil**. Elles trouveraient leur racine dans la scission au sein de la guérilla pendant la guerre de libération. En effet, l'Érythrée dut faire face, entre 1972 et 1974, à une véritable guerre dans la guerre. Une guerre civile entre le Front de Libération de l'Érythrée (FLE) - constitué principalement de musulmans (du moins dans les premières années), au discours pro-arabe – et le Front Populaire de Libération de l'Érythrée (FPLE) qui apparut au début comme la branche chrétienne du FLE. Le FPLE sort vainqueur de ce conflit. De nouveaux partis d'opposition ont également émergé après la purge de 2001 au sein du Front populaire pour la démocratie et la justice (PFDJ), auquel il faut ajouter les dissidents de ce parti, les organisations jeunes et les divers forums. Le manque de consensus et de coopération entre les différents mouvements d'opposition en exil proviendrait d'un héritage historique de divergences régionales, ethniques et religieuses. D'après les auteurs, Abdulkader Saleh Mohammad et Kjetil Tronvoll : *“It seems unlikely that the various opposition parties will play any significant role in instigating a transition in the country from the outside. However, with clandestine work inside the country, the civic movements may manage in due course to mobilise sufficient popular force demanding greater accountability, which – together with other factors – may influence government actors to start a reform process”*.

Alors que le nombre d'Erythréens qui fuient leur pays ne [cesse de croître chaque mois](#), David Bozzini (Institut d'ethnologie de l'université de Neuchâtel), [dans un article très stimulant sur le système de surveillance et de répression policier](#), propose une hypothèse explicative originale. Depuis l'instauration du service national civil et du service national militaire, la surveillance des conscrits constitue un *“dispositif d'une envergure colossale (...) mais qui peine pourtant à endiguer l'exode”*. Le système de surveillance n'est pas efficace, mais *“l'intention de surveillance produit certains effets coercitifs indirects”*. **La désertion et l'exil ne sont pas impossibles et représentent même un marché pour des hauts fonctionnaires de l'armée.** D'après David Bozzini, *“l'État voit d'un bon œil les effectifs*

de la diaspora augmenter étant donné que les [envois de fonds depuis l'étranger](#) sont cruciaux pour l'économie nationale érythréenne et la survie financière du régime”.

Violence, conflits et terrorisme

Dans [une étude pour la Fondation Jean Jaurès](#), Marc-Antoine Pérouse de Montclos propose une **analyse des enjeux régionaux de la lutte contre Boko Haram**. Selon lui : « *on n'assiste pas à une extension de son emprise territoriale mais à une expansion de son théâtre d'opérations militaires depuis que les armées des pays voisins du Nigeria ont à leur tour entrepris d'essayer d'écraser la secte. L'implication grandissante du Niger, du Tchad et du Cameroun dans la lutte contre le terrorisme djihadiste a en effet rompu le pacte de non-agression mutuelle qui prévalait jusqu'alors. (...) De fait, c'est l'internationalisation de la réponse à la menace terroriste qui, à terme, pourrait contribuer à internationaliser un mouvement qui, jusqu'à présent, concentrait son venin sur le Nigeria, n'entretenait pas de liens diasporiques et ne se coordonnait pas avec d'autres groupes djihadistes dans la bande sahélienne* ». Il démontre également **qu'une coopération militaire régionale renforcée n'est pas possible pour des raisons institutionnelles et politiques**.

Boko Haram s'est également invité dans les élections nigérianes. [Selon Richard Dowden](#), directeur de la *Royal African Society*, le Nord Est du Nigeria est devenu un sujet d'intérêt pour le Président car la situation sécuritaire a servi de prétexte pour reporter les élections du 14 février au 28 mars.

L'aide contribue-t-elle à promouvoir la paix dans des zones de conflit ? Intuitivement, il semble qu'apporter une aide humanitaire aux populations touchées par la violence et la faim devrait favoriser la paix. Néanmoins, [des recherches récentes](#) ([Empirical Studies of Conflict Project](#)) menées par Eli Berman, Joseph H. Felter et Jacob N. Shapiro (respectivement *University of California*, San Diego, *Stanford University* et *Princeton University*) ont démontré que **l'envoi d'aides dans les régions en conflit pouvait, dans certains cas, aggraver la crise**. Déjà en 2014, [les travaux des économistes Nathan Nunn et Nancy Qian](#) (*Harvard University*) avaient démontré que l'aide alimentaire contribue à la violence et faisait perdurer la durée des guerres civiles.

Pourquoi le Soudan du Sud s'est-il embrasé en décembre 2013 ? Dans le [Journal of Eastern African Studies](#), [Øystein H. Rolandsen](#) (*Peace Research Institute Oslo*) revient sur les causes du conflit au Soudan du Sud. Après avoir disqualifié les analyses simplistes sur la guerre tribale, l'incapacité des dirigeants et le conflit interpersonnel, ou encore les comparaisons douteuses avec le génocide rwandais, il propose une autre hypothèse. La crise actuelle relèverait d'une crise politique au sein du SPLM (*Sudan People's Liberation Movement*), exacerbée par un manque de cohérence et un contrôle centralisé au sein du SPLA (*Sudan People's Liberation Army*). **C'est la combinaison d'un État patrimonial faible, d'une culture de la guerre et l'absence de mécanisme de pacification des contestations politiques au moment de la transition qui aurait provoqué le conflit actuel**.

La Revue canadienne des études africaines consacre [un numéro à la reconstruction post-conflit en analysant le cas de la Côte d'Ivoire](#). Comme pour les autres États de ce type, **la Côte d'Ivoire doit relever plusieurs défis** : rétablir la confiance à l'égard des institutions, asseoir la légitimité des nouvelles autorités, sécuriser un environnement instable, juguler la corruption, refonder la cohésion sociale et gérer le processus politique. Dans le cas de la Côte d'Ivoire, il faut ajouter à tous ces défis,

celui de la souveraineté alors que des forces internationales sont présentes sur le territoire. **La Côte d'Ivoire a mis particulièrement l'accent sur le développement économique et la reconstruction des infrastructures alors que la réconciliation nationale et la justice restent les domaines les moins avancés.**

David M. Anderson et Jacob McKnight (*University of Warwick* et *University of Oxford*) **reviennent dans [African Affairs sur l'intervention kenyane en Somalie en octobre 2011](#)**. L'article analyse le contexte du lancement de l'opération Linda Nchi, avant d'étudier la réponse du groupe Al-Shabaab, puis d'interroger l'impact de cette opération au niveau national à travers l'évolution des relations entre le pouvoir kenyan, les kenyans somali et les communautés musulmanes côtières. D'après les auteurs, le groupe islamiste somalien a su se réinventer et exploiter les griefs socioéconomiques des populations musulmanes défavorisées du Nord Est et des côtes du Kenya. **La résilience du groupe est un défi majeur pour l'État kenyan qui pourrait se retrouver face à un conflit qu'il n'a pas choisi et qui se déroulerait en grande partie sur son territoire.**

Retrouvez cette note ainsi que les précédentes sur le site de l'IRSEM [ici](#).